

Nos sites à vendre ? Certainement pas !

À Lille, la Cfdt réagit

Annoncée l'an dernier comme une simple « piste de réflexion » par la présidence de France Télévisions, la vente de nos locaux et notre transformation en locataires représentent, pour la Cfdt, une hérésie économique et symbolique.



Cette vision court-termiste ne fait que reporter les conséquences désastreuses d'un sous-financement chronique, sans apporter de solution pérenne. L'exemple des bâtiments de France 3 Lille, évoqué lors du CSE de janvier 2026 comme une opération immobilière pour « faire du cash », en serait une illustration aussi cynique qu'irréversible.

Ces locaux ne sont pas de simples murs : ils incarnent l'histoire même de l'audiovisuel régional. Lille a été la première ville de France à accueillir une télévision régionale, marquant une étape fondatrice dans la décentralisation de l'information. Ces bâtiments ont accueilli de nombreuses personnalités régionales et nationales du monde culturel, sportif ou politique. Ces bâtiments ont également abrité, pendant des décennies, les équipes de Fréquence Nord, devenues ICI-radio, renforçant leur rôle central dans le paysage médiatique local.

Aujourd'hui encore, ces locaux sont parfaitement adaptés à nos missions de service public et permettent d'envisager des projets ambitieux, tant sur le linéaire que sur le numérique. Avec peu de moyens, ils pourraient même accueillir, de nouveau, l'équipe locale de Radio France.

Ce site fait partie intégrante du patrimoine régional et audiovisuel, comme en témoigne la fresque murale datant de 1958, hommage vibrant à la télévision. Pour les salariés comme pour le public, ce lieu chargé d'histoire n'est pas négociable.

Vendre ces locaux en plein centre-ville apporterait une bouffée d'oxygène financier à France Télévisions. Et après ? Combien de temps le coût d'un loyer sera-t-il supportable ? Que se passera-t-il lorsque les finances ne permettront plus de l'assumer ? Un déménagement est-il envisagé ? Une réduction des surfaces ? Dans quelles conditions, et avec quels moyens de production pour les équipes ?

Les salariés, profondément attachés à ce site, refusent de voir leur avenir professionnel dépendre des aléas d'un marché immobilier spéculatif.

La CFDT ne restera pas sans réagir. Face à cette menace, la CFDT ne laissera pas compromettre l'avenir de l'audiovisuel public dans nos territoires.

Aujourd'hui Lille. Demain, Bordeaux, Lyon, Strasbourg ?... Ou encore, à Malakoff et en Martinique ? Avec le soutien des salariés, nous étudierons toutes les formes d'actions possibles pour nous opposer à cette perspective inacceptable et défendre un service public fort, ancré dans son territoire et son histoire.